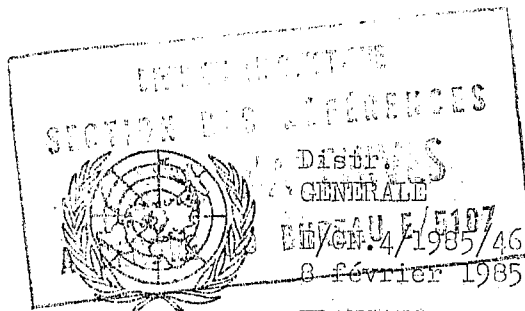


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante et unième session  
Point 9 de l'ordre du jour

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION  
AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE OU ETRANGERE  
OU A L'OCCUPATION ETRANGERE

Lettre datée du 7 février 1985, adressée au Président de la Commission des  
droits de l'homme par le Chef de la délégation du Kampuchea démocratique

Me référant à la lettre datée du 22 janvier 1985, publiée sous la cote  
E/CN.4/1985/37, j'ai l'honneur de faire la déclaration ci-après au nom de la délégation  
du Kampuchea démocratique à la quarante et unième session de la Commission des droits  
de l'homme :

1. Le Kampuchea démocratique est membre à part entière de l'ONU. C'est à ce titre  
qu'il a participé aux travaux de la Commission. La lettre susmentionnée décrit les  
manoeuvres auxquelles ont recours les autorités vietnamiennes pour forcer la communauté  
internationale à accepter le fait accompli de l'invasion et de l'occupation du Kampuchea  
par l'armée vietnamienne. Elles cherchent ainsi à ne pas appliquer les résolutions  
pertinentes de l'ONU qui exigent le retrait total et inconditionnel des troupes vietna-  
miennes du Kampuchea et l'exercice par le peuple kampuchéen de son droit à  
l'autodétermination.

2. Quant à la prétendue "République populaire du Kampuchea", elle n'est rien  
d'autre, comme chacun le sait, qu'une création des autorités d'Hanoi visant à légaliser  
leur agression contre le Kampuchea démocratique. C'est Hanoi qui tire toutes les ficelles  
de ce régime fantoche.

3. Cela fait six ans que l'armée d'occupation vietnamienne est désespérément tenue  
en échec par le vaillant combat du peuple kampuchéen tout entier sous la direction du  
Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique. A l'échelon international, la  
République socialiste du Viet Nam est plus que jamais condamnée et isolée à cause de sa  
politique expansionniste dans la région et de ses violations flagrantes des droits de  
l'homme au Kampuchea, au Laos et au Viet Nam même.

4. Par son agression contre le Kampuchea démocratique, en violation flagrante des  
principes de la Charte de l'ONU et des principes de non-alignement, le Viet Nam commet  
un crime contre l'humanité en Asie du Sud-Est et sape tous les efforts déployés par la  
communauté internationale pour améliorer la qualité de la vie des peuples de la région.

GE.85-10631

5. Pour que la Commission sache où en est la lutte du peuple kampuchéen, je joins à la présente lettre le communiqué du Conseil des ministres du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, qui a été fait à la fin de sa cinquième réunion, tenue le 3 février 1985 sous la haute présidence de S.A.R. le prince Samdech Norodom Sihanouk, Président du Kampuchea démocratique, avec la participation du Premier Ministre, M. Son Sann, et du Vice-président du Kampuchea démocratique chargé des affaires étrangères, M. Khieu Samphan.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du communiqué ci-joint comme document officiel de la quarante et unième session de la Commission des droits de l'homme, au titre du point 9 de l'ordre du jour.

Le Chef de la délégation du  
Kampuchea démocratique à la  
quarante et unième session  
de la Commission des droits  
de l'homme

(Signé) NGO PIN

AnnexeCOMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES  
DU GOUVERNEMENT DE COALITION DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

La cinquième réunion du Conseil des Ministres du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique s'est tenue le 3 février 1985 sous la haute présidence de S.A.R. le prince Samdech Norodom Sihanouk, Président du Kampuchea démocratique, avec la participation du Premier Ministre du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, M. Son Sann et du Vice-Président du Kampuchea démocratique chargé des affaires étrangères, M. Khieu Samphan.

Le Conseil des Ministres se félicite de ce que la situation au Kampuchea évolue positivement dans tous les domaines, militaire, politique et diplomatique. La situation militaire en particulier est meilleure en cette septième saison sèche que lors de la saison sèche précédente. La situation militaire de l'ennemi vietnamien s'est régulièrement dégradée au cours des six années écoulées. Le moral des troupes ne cesse de baisser et le Viet Nam ne peut plus servir de base de soutien pour la guerre d'agression menée au Kampuchea. Les forces de résistance quant à elles frappent l'ennemi un peu partout à l'intérieur du Kampuchea.

Dans la région de Tonle Sap, nos forces ont porté un coup plus fort à l'ennemi vietnamien le long de la rive et aussi plus à l'intérieur du territoire kampuchéen, le menaçant dangereusement. Que les Vietnamiens essaient seulement de refouler nos forces de résistance à l'intérieur du Kampuchea et ils perdront certainement leur guerre d'agression dans le pays. C'est pourquoi ils cherchent à concentrer leurs troupes et à nous attaquer sur la frontière occidentale du Kampuchea pour nous arrêter et pour servir leur propagande. Mais leurs efforts seront vains car en massant leurs troupes à la frontière, ils laissent l'intérieur du pays relativement vide, ce qui permet à nos forces de résistance de s'enfoncer de plus en plus vers l'Est. En outre, en venant se placer sur le devant de la frontière, l'ennemi vietnamien a franchi nos lignes de défense, ce qui nous a permis de lui infliger de lourdes pertes en vies humaines.

Le Conseil des Ministres estime que les efforts militaires désespérés qu'ont fait les Vietnamiens contre les trois parties du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique pendant l'actuelle saison sèche prouvent que le gouvernement de coalition se renforce militairement et acquiert une influence politique plus grande au Cambodge et à l'étranger. Le Conseil a également pris note du fait que les attaques meurtrières lancées actuellement par l'ennemi contre les forces armées du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique et contre la population civile, loin d'affaiblir les liens qui unissent les trois factions de la coalition, ont contribué à les renforcer, non seulement entre les trois partis mais aussi et de plus en plus entre eux et d'autres patriotes khmers un peu partout.

Le Conseil des Ministres est donc résolu à renforcer encore son unité au sein du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique avec Samdech Norodom Sihanouk comme Président du Kampuchea démocratique, pour poursuivre la lutte contre l'ennemi vietnamien jusqu'à son retrait total du territoire kampuchéen, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU.

Le Conseil des Ministres a ensuite examiné diverses questions et problèmes auxquels le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique se trouve confronté. Il a décidé d'adopter un certain nombre de mesures propres à accroître l'efficacité du combat contre l'ennemi sur tous les plans.

A nouveau, le Conseil des Ministres condamne fermement :

les manoeuvres vietnamiennes visant à briser la coalition tripartite;

les crimes génocides les plus inhumains que commet l'ennemi vietnamien contre le peuple kampuchéen en menant une politique qui consiste à affamer la population et à la mobiliser brutalement pour défricher la jungle le long de leurs voies d'approvisionnement dans tout le pays;

ses lâches attaques contre les camps civils de réfugiés le long de la frontière avec la Thaïlande;

sa vile politique de vietnamisation du Kampuchea par l'afflux massif de colons vietnamiens dans le but d'engloutir le pays.

Le Conseil des Ministres déclare à nouveau que seul le retrait total des forces d'agression vietnamiennes du Kampuchea conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, qui ont été votées avec une majorité écrasante pour la sixième année consécutive déjà, peut permettre de résoudre le problème du Kampuchea.

Le Conseil des Ministres constate également avec satisfaction que le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique jouit d'un soutien accru de la part de la communauté internationale, ce qui est un témoignage éloquent et irrécusable de la justesse de sa cause.

Le Conseil des Ministres se félicite des déclarations par lesquelles divers gouvernements condamnent les crimes les plus récents perpétrés par les forces armées de la République socialiste du Viet Nam contre des agglomérations placées sous l'administration et la protection du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique. En décidant d'attaquer les centres civils, les agresseurs vietnamiens confirment qu'ils nourrissent l'espoir d'arriver à imposer une solution militaire au peuple khmer, en dépit du désir de la communauté internationale d'arriver à une solution politique du problème du Kampuchea, ainsi qu'en témoignent les résolutions de l'ONU adoptées chaque année par un nombre toujours croissant de pays.

L'action du Viet Nam a également montré combien peu sincère était sa proposition plusieurs fois réitérée de négocier un règlement pacifique du problème kampuchéen. Elle montre aussi les difficultés que rencontre le Viet Nam dans la poursuite de ses ambitions annexionnistes : diplomatiquement isolé, le pays connaît de graves difficultés économiques, de sérieux problèmes de politique intérieure, etc.

Le Conseil des Ministres lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle continue d'exercer toutes sortes de pressions sur le Viet Nam afin de le forcer à rechercher sérieusement une solution politique du problème cambodgien.

Le Conseil des Ministres remercie très sincèrement le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour le rôle qu'il a joué dans la recherche commune d'une solution pacifique au problème khmer sur la base des résolutions de l'ONU, en dépit du refus obstiné des agresseurs vietnamiens de les accepter.

Le Conseil des Ministres saisit cette occasion pour renouveler ses vifs remerciements à tous les pays épris d'indépendance et de paix qui soutiennent et assistent le juste combat que mène le peuple kampuchéen contre les agresseurs vietnamiens, sous la direction du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique avec Samdech Norodom Sihanouk comme Président.

Kampuchea, le 3 février 1985

---